

Le succès ou l'échec du nouvel engagement en finance climatique du Canada se jouera dans les détails : réaction de la Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement

Home » [Le succès ou l'échec du nouvel engagement en finance climatique du Canada se jouera dans les détails : réaction de la Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement](#)

Published On: mai 4, 2026

Territoires non cédés de la Nation algonquine anishinaabe [OTTAWA], 4 mai 2026 :

Dans sa [Mise à jour économique du printemps](#), publiée la semaine dernière, le gouvernement canadien a renouvelé son engagement en

finance climatique international — une première mesure positive face aux coupes dans l'aide internationale et aux reports d'engagements des autres pays du Nord.

Ce renouvellement fait suite à un long travail de plaidoyer mené par la société civile canadienne, notamment la Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement (C4D), qui a adressé [une lettre au premier ministre Carney](#) pour demander un renouvellement rapide et ambitieux de l'engagement du Canada en matière de financement international de la lutte contre les changements climatiques. L'enveloppe précédente, qui prévoyait 5,3 milliards de dollars pour le financement climatique sur cinq ans, a pris fin le 31 mars 2026.

Le financement climatique international est essentiel pour aider les pays du Sud, qui sont les moins responsables de la crise climatique, à faire face à ses pires conséquences. En vertu de l'Accord de Paris, l'octroi d'un financement climatique constitue une obligation légale pour les pays du Nord, comme le Canada.

Les moindres détails comptent. C4D continuera à œuvrer pour s'assurer que l'allocation et la mise en œuvre du financement climatique par le Canada répondent aux besoins des pays du Sud et qu'elles soient axées sur la transparence, la responsabilité et la collaboration avec la société civile.

Analyse approfondie :

- Le renouvellement de l'engagement en finance climatique du Canada promet :

- **3,0 milliards de dollars** sur 5 ans au département Affaires mondiales Canada, à compter de 2026-2027;
 - **167,9 millions de dollars** sur 5 ans pour le ministère de l'Environnement et des changements climatiques, à compter de 2026-2027; et
 - **2 milliards de dollars** pour FinDev Canada sur 3 ans à compter de 2028-2029, et 732 millions de dollars pour développer son mécanisme de financement concessionnel.
 - Il fixe également un objectif global visant à **mobiliser 13 milliards de dollars** d'aide liée au climat en faveur des pays du Sud au cours des cinq prochaines années.
- Ce nouvel engagement reconnaît le rôle du financement international de la lutte contre le changement climatique dans la réduction des émissions, l'adaptation, le renforcement de la résilience économique et le développement durable, et réaffirme la volonté d'utiliser ce financement pour soutenir les pays vulnérables ainsi que les groupes marginalisés et vulnérables (notamment les femmes, les filles et les communautés rurales).
 - Cependant, **des détails essentiels sont encore manquants**, notamment la répartition entre les subventions et les prêts qui composeront cet engagement; la part de l'engagement en pourcentage allouée respectivement à l'adaptation, aux pertes et dommages, et à l'atténuation; ainsi que l'avenir des programmes et des partenariats avec la société civile canadienne qui ont un impact concret sur le terrain en matière d'adaptation aux changements climatiques et de développement durable.
 - L'efficacité du financement climatique du Canada dépend de la justesse de ces détails. **Un financement basé sur des subventions** et

de haute qualité est essentiel pour éviter d'alourdir le fardeau de la dette des pays du Sud. Le Canada doit consolider sa pratique d'établir des pourcentages pour la part de l'engagement qui sera versée sous forme de subventions, et seules des subventions doivent être utilisées pour répondre aux besoins en matière d'adaptation et de pertes et dommages.

- C4D continue de plaider pour que le Canada alloue **40 % du financement à l'adaptation, 40 % à l'atténuation et 20 % aux pertes et dommages.**
- Le financement doit être **nouveau et supplémentaire** par rapport aux fonds soutenant des objectifs de développement complémentaires, afin d'éviter les doubles comptages.
- Bien que cette contribution constitue un premier pas encourageant, **le Canada continue de contribuer moins que sa juste part** au financement climatique mondial. Bien qu'il figure parmi les plus grands émetteurs au monde, tant en termes d'émissions cumulées que par habitant•e, les contributions du Canada au financement climatique restent nettement inférieures à ce que [les évaluations fondées sur les principes d'équité](#) suggèrent, minant sa crédibilité internationale et fragilisant le soutien apporté aux pays vulnérables confrontés aux pires effets des changements climatiques.
- Alors que le Canada utilise de plus en plus les institutions nationales de financement du développement, telles que FinDev, pour fournir un financement climatique, celles-ci doivent être assorties de **mécanismes de protection solides**, de mesures renforcées en matière de responsabilité et de transparence, ainsi que d'une

collaboration approfondie avec la société civile, et doivent s'accompagner de finances publiques de haute qualité.

- C4D espère que ce renouvellement montre que le gouvernement comprend que **le financement climatique contribue également à faire progresser les priorités nationales** du Canada en matière de commerce et de sécurité collective, au-delà de l'obligation juridique et morale.
- Face au renouvellement de l'engagement du Canada, les autres pays contributeurs du Nord doivent relever leur niveau d'ambition et accélérer l'octroi de leur financement climatique avant la COP31.

Citations :

Soomin Han, coprésidente, Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement, et Analyste politique, financement climatique, Réseau action climat Canada :

« Le renouvellement de l'engagement du Canada en finance climatique est une première étape vers le respect de ses obligations en vertu de l'Accord de Paris. C'est maintenant que commence le travail difficile pour garantir que ce financement soit de grande qualité et prévisible, qu'il réponde aux besoins des pays du Sud et qu'il ne contribue pas à la crise de la dette, déjà dévastatrice. C4D reste engagé et prêt à travailler avec le gouvernement pour veiller à ce que l'expertise de la société civile et ses partenariats avec les communautés de première ligne se

reflètent dans la mise en œuvre du financement climatique par le Canada. »

Andréanne Martel, directrice du projet ReSea, Mission inclusion :

« La mise à jour économique reconnaît que les changements climatiques n'affectent pas tout le monde de la même façon. Les femmes, les filles et les communautés les plus vulnérables en portent un fardeau plus lourd. C'est le fondement même de l'inclusion climatique : s'assurer que ceux et celles qui vivent les impacts les plus graves participent aux décisions et aux solutions.

Cette reconnaissance doit maintenant se retrouver dans les programmes : dans leur conception, dans leur durée, et dans des mécanismes qui assurent une pleine participation des communautés touchées. »

Jean-Philippe Marcoux, directeur général, Socodevi :

« Les nouveaux engagements du Canada nous redonnent espoir dans un contexte où le leadership climatique mondial est fragilisé. Pour que ces engagements produisent un réel effet de levier sur les investissements privés, le Canada devra toutefois miser sur la continuité : consolider les initiatives éprouvées, notamment à travers le Partenariat pour le climat (P4C), et leur donner les moyens de passer à l'échelle plutôt que de repartir de zéro. C'est dans cette logique que des projets comme Natur'ELLES au Sénégal, qui

renforcent la gouvernance démocratique des écosystèmes, et Reverdecer en Colombie, une nouvelle initiative en agriculture régénératrice prête à mobiliser des capitaux additionnels par l'entremise des marchés du carbone, peuvent contribuer à une finance climatique de qualité, transparente et redevable. »

Philippe Dongier, Directeur général, CECI :

« Le maintien de l'engagement du Canada en matière de financement climatique envoie un signal fort dans un contexte mondial marqué par des reculs préoccupants. Cet engagement peut consolider des acquis majeurs, notamment ceux du programme Partenariats pour le climat (P4C), issus d'approches d'adaptation et de restauration à forts co-bénéfices pour les communautés et la biodiversité. Ainsi, la poursuite de P4C ouvrirait la voie à une nouvelle génération de solutions innovantes, capables de positionner la nature comme un actif environnemental à la fois résilient et bancable, tout en alimentant un pipeline stratégique pour l'action de FinDev Canada. »

Justin Murgai, Directeur général, WaterAid Canada :

« WaterAid Canada salue l'engagement renouvelé du gouvernement du Canada en matière de financement climatique, ce qui témoigne d'un leadership constant en cette période critique. La question qui demeure est de savoir si cet investissement sera consacré aux systèmes fondamentaux qui déterminent l'efficacité de l'adaptation,

c'est-à-dire, les systèmes qui déterminent si la résilience se renforce ou s'affaiblit. L'approche d'investissement actuelle privilégie les investissements bancables, mais elle risque de sous-investir les systèmes qui génèrent les meilleurs rendements économiques à long terme.

« La résilience climatique repose sur des systèmes financiers qui garantissent le bien-être des populations, la productivité, et la stabilité économique. Investir dans la sécurité de l'approvisionnement en eau, ainsi que dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) n'est donc pas un simple complément social ; il s'agit d'un mécanisme essentiel pour réduire les risques qui contribue à protéger les moyens de subsistance, à stabiliser les marchés, et à réduire les coûts publics à l'avenir.

« Nous exhortons le gouvernement du Canada à investir dans de tels systèmes, au risque de ne pas tirer pleinement parti des rendements économiques du financement climatiques. »

-30-

La Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement (C4D) regroupe plus de 50 organisations canadiennes œuvrant dans le domaine du développement international et de l'environnement. On y retrouve aussi des groupes de réflexion et des consultants, qui travaillent ensemble pour partager leurs connaissances et agir de manière concertée face aux changements climatiques. Créée en

2006, la C4D vise à renforcer la capacité du secteur du développement international à relever les défis que posent les changements climatiques au développement durable et à amplifier la voix de ce secteur dans le débat sur la réponse du Canada aux changements climatiques.

*C4D est co-présidé par Canadian Foodgrains Bank et **Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada**, le plus vaste réseau d'organisations travaillant sur les questions liées aux changements climatiques et à l'énergie au Canada. Il s'agit d'une coalition de près de 200 organisations opérant d'un océan à l'autre. Nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organisations de justice sociale, de développement, de santé et de jeunesse, des groupes religieux et des initiatives locales.*

Pour plus d'informations ou pour organiser une entrevue, contactez :

Audrey Robillard, Coordinatrice des communications

audreyrobillard@climateactionnetwork.ca
